

Accord entre les autorités nationales de sécurité de la République Française et de la République fédérale d'Allemagne concernant la coopération dans le domaine de la sécurité et de l'interopérabilité des activités ferroviaires

Annexe IV – Surveillance

1. INTRODUCTION

La présente annexe précise la coordination des activités de surveillance conformément à l'article 8, paragraphe 1, du règlement délégué (UE) 2018/761 (MSC surveillance).

La présente annexe concerne la coopération dans le cadre des activités de surveillance des parties des entreprises ferroviaires qui exercent leurs activités dans les deux États membres. Cette annexe comprend les règles générales.

Les deux parties se prêteront mutuellement assistance en ce qui concerne les gestionnaires d'infrastructure et les autres acteurs du secteur ferroviaire sur demande.

2. CHAMP D'APPLICATION

Pour mettre en œuvre la présente annexe, les deux parties conviennent des mesures suivantes :

1. Établir un modèle de communication pour la coopération afin de mettre en relation les personnes de contact des deux parties (voir paragraphe 3) ;

Vereinbarung zwischen den nationalen Sicherheitsbehörden der Republik Frankreich und der Bundesrepublik Deutschland zur Zusammenarbeit in den Bereichen Sicherheit und Interoperabilität der Eisenbahn

Anhang IV - Überwachung

1. EINLEITUNG

Dieser Anhang legt fest, wie die Koordinierung der Überwachungsmaßnahmen gemäß Artikel 8 Absatz 1 der VO (EU) 2018/761 (CSM Supervision) umgesetzt wird.

Dieser Anhang betrifft die Zusammenarbeit bei den Überwachungstätigkeiten beider Parteien in Bezug auf Eisenbahnverkehrsunternehmen, die ihre Tätigkeiten in beiden Mitgliedstaaten ausüben. Dieser Anhang beinhaltet die generellen Regeln.

Beide Parteien leisten sich in Bezug auf Eisenbahninfrastrukturunternehmen und sonstige Beteiligte des Eisenbahnwesens bei Bedarf Amtshilfe.

2. GELTUNGSBEREICH

Zur Umsetzung dieses Anhangs in die Praxis vereinbaren beide Parteien folgende Maßnahmen:

1. Einrichten eines Kommunikationsmodells, um die Ansprechpartner in den beiden Behörden zu vernetzen (siehe Kapitel 3);

2. Pour la surveillance commune, déterminer quelles entreprises ferroviaires sont impliquées dans les opérations ferroviaires dans les deux Etats membres ;
3. Convenir de la langue dans laquelle se déroulera la collaboration et de la manière dont les informations confidentielles seront protégées ;
4. Convenir des informations que les parties échangent sur les entreprises ferroviaires et de la fréquence de ces échanges ;
5. Partager des informations sur la manière dont les parties conçoivent et exercent leur surveillance des entreprises ferroviaires ;
6. Prendre des dispositions pour coordonner la surveillance en échangeant des stratégies et des plans et en établissant un calendrier ;
7. Convenir des dispositions à prendre concernant le suivi des « problèmes résiduels » suite à la délivrance du certificat de sécurité unique (CSU) ;
8. Convenir des modalités de contrôles éventuels conjoints sur le terrain, de la surveillance, du traitement des écarts constatés et d'information des entreprises ferroviaires concernées ;
9. Prendre des dispositions concernant l'examen de l'efficacité de la surveillance exercée par les parties.

3. MODELE DE COMMUNICATION, INSTANCES

3.1. Comité de pilotage surveillance (niveau 1)

Le comité de pilotage, qui se compose des membres nommés par les parties respectives, garantit l'élaboration des neuf sujets énumérés dans le champ d'application (chapitre 2.1). Chaque partie est libre, si nécessaire, de permettre à d'autres personnes de sa propre organisation d'y participer.

Le comité de pilotage surveillance se réunit au moins une fois par an (par téléconférence si nécessaire). Au cours de ces réunions, le comité veille au bon

2. Feststellen, welche Eisenbahnverkehrsunternehmen in beiden Mitgliedstaaten tätig sind;
3. Absprechen, in welchen Sprachen und wie die Zusammenarbeit erfolgt und die Art und Weise festlegen, wie vertraulichen Informationen geschützt werden;
4. Vereinbarungen darüber treffen, welche Informationen über die Eisenbahnverkehrsunternehmen ausgetauscht werden und in welcher Häufigkeit;
5. Informationen über die Art und Weise austauschen, wie die Parteien ihre Überwachung der Eisenbahnverkehrsunternehmen gestalten und durchsetzen;
6. Absprachen über die Koordinierung der Überwachung treffen, indem Strategien und Pläne untereinander ausgetauscht werden und ein Zeitplan aufgestellt wird;
7. Absprachen über die Überwachung von „Restproblemen“ und sonstigen SMS-Inhalten nach der Erteilung der einheitlichen Sicherheitsbescheinigung treffen;
8. Absprachen über eventuelle gemeinsame Inspektionen im Außendienst treffen, einschl. der Form der Überwachung, Abarbeitung festgestellter Mängel, ggfs. Information der Eisenbahnverkehrsunternehmen.
9. Vereinbarungen über eine Evaluierung treffen, ob die Überwachung durch die Parteien effizient ist.

3. KOMMUNIKATIONSMODELL; INSTANZEN

3.1. Lenkungsausschuss Überwachung (Ebene 1)

Der Lenkungsausschuss Überwachung, der aus einer von der jeweiligen Partei bestellten Abordnung besteht, verantwortet die Zusammenarbeit in den Themenfeldern der Leitlinie (Kapitel 4). Jeder Partei steht es frei, weitere Personen aus der eigenen Organisation teilnehmen zu lassen.

Der Lenkungsausschuss Überwachung tagt mindestens einmal jährlich (ggf. elektronisch). Während dieser Sitzungen sorgt der Ausschuss für eine gedeihliche und

déroulement de la coopération concernant la surveillance. Des réunions intermédiaires peuvent être organisées si l'une des parties signataires le juge nécessaire.

Chaque partie préside à tour de rôle les réunions du comité de pilotage et rédige le procès-verbal. Le comité de pilotage approuve les décisions et les documents.

3.2. Personne de contact (niveau 2)

Conformément à l'accord de coopération, les parties désignent chacune une personne de contact. Cette personne est responsable de la bonne coopération et de la communication au sein de sa propre organisation. Elles sont également en charge de l'approbation, de la rédaction et de la surveillance des décisions du comité de pilotage. Les personnes de contact peuvent présenter les décisions à la direction de leurs parties respectives.

Les personnes de contact collaborent à la conduite des réunions (fixation des dates, du lieu et de l'ordre du jour, compte-rendu) et se mettent d'accord sur les modalités pratiques également en vue des niveaux inférieurs. Elles conviennent également de mesures de suivi communes.

3.3. Coopération pour une entreprise ferroviaire spécifique (niveau 3)

Afin de convenir d'éventuelles mesures de surveillance conjointe pour une entreprise spécifique, les personnes responsables de cette activité des deux parties échangent directement des informations. Si nécessaire, ce niveau est établi par les personnes de contact du niveau 2.

Avant la réalisation d'un contrôle, l'autre partie est informée et invitée à fournir des contributions éventuelles. Après le contrôle, le rapport est envoyé à l'autre partie.

Les deux parties demeurent libres de réaliser leurs propres contrôles en accord avec leur propre stratégie

vertrauensvolle Zusammenarbeit in Bezug auf die Überwachung. Auf Wunsch einer der unterzeichnenden Parteien können zwischenzeitliche Sitzungen abgehalten werden.

Jede Partei wird abwechselnd die Sitzungen des Lenkungsausschusses leiten und protokollieren. Die Beschlüsse und Protokolle genehmigt der Lenkungsausschuss.

3.2 Kontaktperson (Ebene 2)

In Übereinstimmung mit der Kooperationsvereinbarung benennen die Parteien jeweils eine Kontaktperson. Dieser obliegt die Verantwortung für die gedeihliche Zusammenarbeit sowie die Kommunikation in die eigene Organisation. Sie ist auch für die Genehmigung, Ausarbeitung und Überwachung von Entscheidungen des Lenkungsausschusses verantwortlich. Die Kontaktpersonen können die Entscheidungen dem Management ihrer jeweiligen NSA vorlegen.

Die Kontaktpersonen arbeiten zusammen, um die gemeinsamen Sitzungen durchzuführen (Termin anberaumen, Ort und Tagesordnung festsetzen, Protokoll) und praktische Absprachen auch mit Blick auf die untere Ebenen zu vereinbaren. Sie sprechen auch gemeinsame Überwachungsmaßnahmen ab.

3.3 Zusammenarbeit für einzelne Eisenbahnverkehrsunternehmen (Ebene 3)

Zum Austausch von Informationen über einzelne Unternehmen tauschen sich die für diese Tätigkeit zuständigen Personen beider Behörden direkt aus. Bedarfsweise wird dieser Kontakt durch die Kontaktpersonen der Ebene 2 hergestellt.

Vor Durchführung eines Überwachungsaudits wird die jeweils andere Partei unterrichtet und um eventuelle Beiträge gebeten. Nach dem Audit wird der jeweils anderen Partei ein Auditbericht übersandt.

Beiden Parteien steht es frei, falls gewünscht eigene Audits entsprechend der eigenen Überwachungsstrategie durchzuführen. Für jedes Audit

de surveillance. Pour chaque contrôle, les parties déterminent préalablement si elles souhaitent le réaliser conjointement ou séparément.

4. DESCRIPTION DES THEMATIQUES (LIGNES DIRECTRICES)

4.1. Échange d'informations

Le comité de pilotage établit une liste des entreprises ferroviaires communes et la met à jour en permanence en cas de délivrance, de modification ou de retrait des certificats de sécurité uniques. Le comité de pilotage nomme une ANS chef de file pour chaque entreprise.

Afin de sélectionner la partie chef de file, les critères suivants peuvent être pris en compte :

- L'ANS de l'État membre où l'EF est enregistré ;
- Le volume d'exploitation dans chaque État membre (trains-kilomètres) ;
- La taille de l'organisation (nombre d'employés) dans chaque État membre.

Pour les entreprises ferroviaires communes, le comité de pilotage décide quelles informations les parties vont échanger (type, format) et détermine les modalités pratiques de l'échange (calendrier, méthode). L'objectif est un échange d'informations efficace. Lors de l'échange d'informations, le processus et la traçabilité doivent être garantis. Chaque partie demandera d'éventuelles contributions et constatations avant la réalisation d'un contrôle et les informera du résultat après le contrôle ; sinon, l'échange a lieu si nécessaire.

4.2. Tableau de correspondance avec la terminologie

Comme langue commune pour la coopération, il est convenu que la présente annexe est rédigée en allemand pour l'EBA et en français pour l'EPSF. Les deux versions linguistiques sont légalement opposables. En cas de doute sur l'interprétation, le comité de pilotage décide et prend des dispositions complémentaires.

legen die Parteien im Voraus fest, ob sie das Audit gemeinsam oder separat durchführen wollen.

4. THEMENÜBERSICHT (LEITLINIE)

4.1. Austausch von Informationen

Der Lenkungsausschuss erstellt die Liste der gemeinsamen Eisenbahnverkehrsunternehmen und aktualisiert diese laufend, sofern einheitliche Sicherheitsbescheinigungen erteilt, geändert oder widerrufen werden. Der Lenkungsausschuss einigt sich für jedes Unternehmen auf die jeweils federführende Partei. Zur Bestimmung der Federführung können folgende Kriterien berücksichtigt werden:

- NSA des Staates, in dem das EVU seinen Sitz hat;
- Verkehrsleistung in dem jeweiligen Staat (Zugkilometer);
- Größe der Organisation in dem jeweiligen Staat (Zahl der Mitarbeiter).

Für die gemeinsamen Eisenbahnverkehrsunternehmen entscheidet der Lenkungsausschuss, welche Informationen wie ausgetauscht werden (Art, Format, Zeitpunkt, Methode). Das Ziel ist ein effizienter Informationsaustausch, bei dem Prozess und Rückverfolgbarkeit gewährleistet sind. Jede Partei wird vor Durchführung eines Audits um eventuelle Beiträge und Erkenntnisse bitten und nach dem Audit über das Ergebnis unterrichten; im Übrigen erfolgt der Austausch bei Bedarf.

4.2. Sprache, Entsprechungstabelle mit Terminologie

Als gemeinsame Sprache für die Zusammenarbeit wird vereinbart, dass dieser Anhang für das EBA auf Deutsch und für die EPSF auf Französisch aufgestellt wird. Beide Sprachfassungen sind gleichermaßen verbindlich. Bei Auslegungszweifeln entscheidet der Lenkungsausschuss und trifft ergänzende Absprachen.

Les parties déterminent la langue commune appropriée pour les réunions aux différents niveaux de communication et en fonction des participants.

Pour une meilleure compréhension mutuelle, un tableau de correspondance des termes illustrant les différents types d'activités de surveillance sera établi, si nécessaire. Le glossaire de la STI OPE ainsi que d'autres guides de l'ERA peuvent être utilisés comme point de départ.

4.3. Échange d'informations et critères de décision

Les deux parties échangent les informations pertinentes. Pour les rapports de sécurité des entreprises ferroviaires, il est convenu que les obligations en matière de rapports s'appliquent telles que définies par les ANS respectives pour leur pays. Les parties se consultent sur toute constatation ou question découlant des rapports de sécurité reçus. Les parties échangent également des informations sur les critères de décision appliqués.

L'échange d'informations se fait par e-mail. Si cela est jugé nécessaire et accepté par les deux parties, des informations communes peuvent être partagées via d'autres outils (par exemple via Sharepoint).

4.4. Harmonisation des mesures réalisables en cas de non-conformités

En cas de non-conformités avec la réglementation européenne, les problèmes dans ce contexte sont discutés bilatéralement afin de comparer les explications, les points de vue et les interprétations. L'objectif est d'harmoniser les mesures qui peuvent être mises en œuvre en cas de non-conformité.

S'il n'existe pas de réglementation européenne, le comité de pilotage identifie les problèmes, les consigne par écrit, les compare et, si possible, établit une table de correspondance pour interpréter les règles et réglementations nationales applicables de chaque partie (séparément).

Die Parteien legen für Besprechungen auf den unterschiedlichen Kommunikationsebenen und in Anbetracht der Teilnehmer die jeweils geeignete gemeinsame Sprache fest.

Zum besseren gegenseitigen Verständnis wird bei Bedarf eine Entsprechungstabelle mit Begriffen erstellt, die die verschiedenen Arten der Überwachungstätigkeiten veranschaulichen. Als Ausgangspunkt können das Glossar der TSI Betrieb sowie weitere ERA-Leitfäden verwendet werden.

4.3. Austausch von Informationen; Entscheidungskriterien

Beide Parteien tauschen die jeweils relevanten Informationen aus. Für die Sicherheitsberichte der Eisenbahnverkehrsunternehmen wird vereinbart, dass die Berichtspflichten so gelten, wie es die jeweilige NSA für ihr Land festlegt. Zu Erkenntnissen oder Fragen aus eingegangenen Sicherheitsberichten beraten sich die Parteien miteinander. Die Parteien tauschen sich auch zu angewendeten Entscheidungskriterien aus.

Der Informationsaustausch findet per E-Mail statt. Sofern als notwendig erachtet und von beiden Parteien vereinbart, können gemeinsame Informationen über andere Mittel geteilt werden (z.B. über Sharepoint).

4.4. Harmonisierung der durchführbaren Maßnahmen bei Nichtkonformitäten

Bei der Nichtkonformität mit europarechtlichen Vorschriften werden Probleme in diesem Zusammenhang miteinander erörtert, um die Erläuterung, Sichtweisen und Interpretationen zu vergleichen. Dabei wird nach einer Harmonisierung der durchführbaren Maßnahmen bei Nichtkonformitäten gestrebt.

Wenn es keine europäische Regelung gibt, wird der Lenkungsausschuss eventuelle Probleme ermitteln, schriftlich erfassen, vergleichen und, wenn möglich, eine Entsprechungstabelle zur Interpretation der

4.5. Échange de stratégies et de plans de supervision

Dans le cadre de la coopération conjointe, les parties échangent les plans et stratégies de surveillance existants et identifient les intérêts et problèmes communs. Cela concerne principalement les entreprises ferroviaires communes, mais l'échange porte également sur d'autres questions générales de surveillance ou de sécurité.

4.5.1. Stratégies

Les parties partagent leur stratégie de surveillance afin de s'informer mutuellement des activités et des priorités que chaque partie choisira pour développer son programme de surveillance. L'objectif est de trouver des points communs, de coordonner les activités de surveillance de manière aussi optimale que possible et d'appliquer des méthodes ou des techniques communes pour les activités convenues bilatéralement. Chaque partie informe son secteur national des aspects pertinents de sa propre stratégie de surveillance.

4.5.2. Plans de supervision

Le cycle d'exécution des plans de surveillance dépend des processus nationaux et peut donc varier. Les parties s'engagent à échanger leur plan de surveillance respectif pour les entreprises ferroviaires communes dans le but d'une surveillance coordonnée.

Les plans de surveillance pour chaque année civile sont échangés et coordonnés au sein du comité de pilotage, au cours du dernier trimestre de l'année civile précédente. Cela permet de s'assurer que les questions

jeweiligen anwendbaren nationalen Regeln und Vorschriften jeder Partei (separat) erstellen.

4.5. Austausch von Strategien und Überwachungsplänen

Die Parteien wollen im Rahmen der gemeinsamen Zusammenarbeit die bestehenden Überwachungspläne und -strategien austauschen und die gemeinsamen Interessen und Probleme erörtern. In erster Linie bezieht sich dies auf die gemeinsamen Eisenbahnverkehrsunternehmen, aber betrifft auch andere Überwachungs- oder Sicherheitsprobleme, die keinen direkten Bezug zu gemeinsamen Unternehmen haben.

4.5.1. Strategien

Die Parteien tauschen ihre Überwachungsstrategien aus, so dass sie einander über die Überwachungstätigkeiten und -prioritäten informieren können, die jede NSA wählt, um ihr Überwachungsprogramm auszuarbeiten. So können gemeinsame Schwerpunkte erkannt, die Überwachungstätigkeiten möglichst optimal koordiniert und gemeinsame Methoden oder Techniken für die miteinander vereinbarten Aktivitäten angewendet werden. Jede Partei informiert ihren nationalen Sektor über die relevanten Aspekte ihrer jeweils eigenen Überwachungsstrategie.

4.5.2. Überwachungspläne

Der Ausführungszyklus für Überwachungspläne hängt von den nationalen Konzepten ab und kann somit variieren. Die Parteien verpflichten sich dazu, ihre jeweiligen Überwachungspläne für die gemeinsamen Unternehmen im Hinblick auf eine Koordinierung ihrer Überwachungstätigkeiten auszutauschen.

Die Überwachungspläne werden im Lenkungsausschuss im letzten Quartal des vorangehenden Kalenderjahres ausgetauscht und aufeinander abgestimmt. Dabei wird

de surveillance commune en relation avec les entreprises communes sont appropriées. Ceux-ci peuvent être le point de départ d'un suivi conjoint ou coordonné.

4.6. Identifier les principes et procédures communs

Les deux parties considèrent le partage de principes communs comme la base d'une conception et d'une mise en œuvre optimales de la coopération. Cela sert l'objectif d'un contrôle efficace.

Des approches différentes de la part des parties peuvent conduire à des procédures formelles de surveillance différentes. Les parties s'expliquent mutuellement les différentes pratiques de surveillance afin qu'elles puissent mieux comprendre les procédures de supervision de l'autre partie.

Pour les activités de surveillance conjointe, une procédure est décrite qui se concentre sur les étapes les plus importantes : la préparation, l'exécution, le rapport et le suivi des écarts. Si une non-conformité est constatée, la partie à l'origine du constat prendra l'initiative de la mise en œuvre.

4.7. Échange de bonnes pratiques

Le partage de leurs expériences (bonnes pratiques) est essentiel pour les deux parties en ce qui concerne une conception et une mise en œuvre optimales de la coopération. Les parties conviennent de la manière d'informer les entreprises ferroviaires communes des activités de surveillance conjointes à venir.

Les parties s'engagent à partager les meilleures pratiques et à faire part de leur expérience spécifique afin d'être plus proactives dans les tâches qui leur sont assignées. Ceci est fait dans le but d'améliorer le niveau de sécurité global du trafic ferroviaire.

überprüft, ob gemeinsame Überwachungsthemen in Bezug auf die Gemeinschaftsunternehmen angebracht sind. Diese können Ausgangspunkt gemeinsamer oder koordinierter Überwachungen sein.

4.6. Ermittlung der gemeinsamen Grundsätze und Verfahren

Das Teilen gemeinsamer Grundsätze betrachten beide Parteien als selbstverständlich für eine optimale Ausgestaltung und Umsetzung der Zusammenarbeit. Dies dient dem Ziel einer effizienten Überwachung.

Verschiedene Ansätze der Parteien können bei der Überwachung zu unterschiedlichen formellen Verfahren führen. Im Hinblick auf ein gegenseitiges besseres Verständnis der jeweiligen Überwachungsverfahren wird bei Bedarf eine Erläuterung der unterschiedlichen Überwachungspraktiken erstellt.

Für gemeinsame Überwachungstätigkeiten wird ein Ausführungsverfahren beschrieben, dessen Schwerpunkt auf den wichtigsten Schritten liegt: Vorbereitung, Ausführung, Protokollierung und Maßnahmen bei Abweichungen. Bei Feststellung von Rechtsverstößen wird die Partei, die dies feststellt, die Initiative für eine weitere Durchsetzung ergreifen.

4.7. Austausch bewährter Verfahren

Beide Parteien betrachten den Erfahrungsaustausch (bewährte Verfahren) als essentiell für die optimale Gestaltung und Umsetzung der Zusammenarbeit. Die Parteien vereinbaren, wie die gemeinsamen Eisenbahnverkehrsunternehmen über bevorstehende gemeinsame Überwachungsaktivitäten informiert werden

Im Rahmen dieses Abkommens vereinbaren die Parteien, bewährte Verfahren auszutauschen, wo dies zweckmäßig ist, und ihrem Partner ihre spezifischen Erfahrungen im Hinblick auf eine gesteigerte Proaktivität bei den ihnen zugewiesenen Aufgaben, zur

Afin d'assurer une bonne mise en œuvre de la coopération, les parties peuvent inviter les inspecteurs de l'autre partie à échanger des procédures.

4.8. Vérification de l'efficacité de la surveillance

Les plans de surveillance (y compris le calendrier et les thèmes) sont échangés lors des réunions du comité de pilotage dans le but de vérifier que les thèmes communs de surveillance des entreprises ferroviaires communes sont appropriés. Le comité de pilotage analyse également les résultats et l'efficacité des activités de surveillance passées.

Date: 13/12/21



Laurent Cébulski

Directeur général de l'Établissement public de sécurité ferroviaire (EPSF)

Verfügung zu stellen. Dies erfolgt mit dem Ziel, das Sicherheitsniveau des Schienenverkehrs zu verbessern.

Im Hinblick auf eine gute Umsetzung der Zusammenarbeit können die Parteien gegenseitig zu gemeinsamen Inspektionen einladen.

4.8. Überprüfung einer effizienten Überwachung

Die Überwachungspläne (einschließlich der zeitlichen Planungen und der übergeordneten Themen) werden während einer Sitzung des Lenkungsausschusses mit dem Ziel ausgetauscht, zu die Überwachungsthemen bei Bedarf gemeinsam zu erörtern. Der Lenkungsausschuss analysiert zudem die Ergebnisse und Effizienz der vergangenen gemeinsamen Überwachungstätigkeiten.

Datum: 13.12.2021



Volker Rupprecht

Leiter der Abteilung 3 (Fahrzeuge, Betrieb) des Eisenbahn-Bundesamts